Résistance Anticapitaliste





Nouveau Parti Anticapitaliste et Résistance Populaire

Un espace de lutte et d'élaboration politique

Née dans le cadre des mobilisations actuelles contre les reformes néolibérales du gouvernement Macron, notre liste souhaite porter une voix anticapitaliste dans la campagne municipale de la ville de Lille. Notre collaboration démontre que différents acteurs (politiques, syndicaux, associatifs ou sans affiliation) peuvent converger dans un projet de transformation sociale qui part d'une prise de conscience critique sur l'état de détérioration progressif des conditions et des droits des travailleurs, des services publics et de la qualité de vie. La concentration des richesses au niveau national et global nous alerte sur l'amplification des inégalités de classe et sur l'état général de crise économique, sociale, démocratique et écologique. Face à cette situation, de nombreux mouvements sociaux, syndicats, travailleurs, professionnels de la santé, de l'éducation, étudiants se sont mobilisés contre le recul des droits sociaux et le démantèlement de l'État providence. Parmi ces acteurs, le mouvement des Gilets Jaunes, dont est issue Résistance Populaire, s'est engagé dans un combat de longue durée contre le gouvernement Macron et son monde. Composite et polymorphe, ce mouvement a réussi à expérimenter des nouvelles formes de

lutte, d'auto-organisation et de délibération. Il a également ouvert une brèche dans la conscience de nombreuses personnes qui ont décidé de reprendre leur vie en main et s'intéresser aux affaires de la cité. Notre liste appuie et encourage ces dynamiques d'émancipation sociale et politique et les projette dans l'espace électoral.

Une critique radicale du capitalisme

L'ensemble des revendications que nous portons débouche vers une critique radicale du système capitaliste et des instances de pouvoir qui en garantissent la reproduction. Nous sommes conscients de l'impossibilité de transformer socialement la métropole lilloise par le seul jeu électoral et les institutions d'autant plus quand il s'agit d'institutions locales, que l'État demeure aux mains de nos ennemis de classe et que demeure entier le pouvoir de la bourgeoisie sur la société. Cela est d'autant plus vrai que les coupes budgétaires imposées par l'État aux collectivités territoriales réduisent toujours plus le pouvoir de celles-ci. Pour autant notre programme permettrait des avancées en termes de justice sociale, de genre, de qualité de vie et gestion démocratique et écologique de la ville en remettant en cause, même partiellement, même ponctuellement, la logique capitaliste. Nous croyons donc dans l'importance de donner un canal supplémentaire d'action aux acteurs en lutte, d'occuper les tribunes et les espaces politiques des municipales afin d'impliquer un grand nombre d'habitant-e-s dans notre combat. Nous soutenons un programme de lutte national pour tous les travailleur(se-s) qui défend l'interdiction des licenciements et le partage du travail, l'augmentation des salaires et des pensions à 1800 euros net /mois, le retrait complet de la réforme des retraites de Macron (âge de la retraite à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles), l'ouverture des livres de compte des entreprises et le contrôle citoyen sur la production pour en finir avec l'opacité du système capitaliste et son irresponsabilité dans la course au profit (Lubrizol).

D'une façon générale, nous combattons les politiques de privatisation et de prédation du commun et la généralisation des logiques de la rentabilité et de la concurrence économique dans toutes les sphères sociales au détriment des besoins et des intérêts collectifs.

Une alternative pour la ville de Lille

Il s'agit également de porter une réelle alternative à la politique actuelle de la ville de Lille faisant un recours massif à des contrats précaires à la mairie, à la vidéosurveillance et pratiquant l'expulsion des bidonvilles; mais aussi à celle de la Métropole ayant maintenu la privatisation dans la gestion de l'eau, la hausse des tarifs des transports collectifs, l'installation de portiques antifraude et la réalisation de gros projets métropolitains auxquels s'oppose la population (Saint-Sauveur, l'îlot Pépinière...). Notre liste sera en effet indépendante des forces qui participent ou aspirent à participer au coté de la droite à l'instance démocratique qu'est l'exécutif de la MEL. À ce titre, notre liste refuse tout accord de gestion, tout accord électoral (notamment les fusions de listes entre les deux tours avec les organisations politiques suivantes : PS, PRG, Génération-s, EELV, PCF et France insoumise.

Ainsi, en articulant mobilisations nationales (retraites, urgences, violence de genre, clima, Gilets Jaunes...) et revendications locales (contre la gentrification, pour le développement d'espaces verts, de la démocratie directe, la gratuité des transports, la solidarité avec les sans papiers...), Lille Anticapitaliste veut encourager une dynamique de prise de conscience sur la nécessité de lutter pour une transformation radicale de notre société.

Le Programme

Promotion de la démocratie directe

- Mandat impératif : possibilité de révoquer les élu.e.s par les habitant.e.s via des pétitions populaires permettant l'organisation d'un vote de destitution.
- Mise en place de référendums locaux sur des sujets importants pour la population et qui font débat (comme par exemple dans le cas de la Friche Saint-Sauveur).
- Droit de vote à partir de 16 ans et pour les étranger.e.s dans le cadre des référendums locaux qui seront organisés ou lors de votes de révocabilité d'élu.e.
- Auto-organisation des quartiers à travers la mise en place d'assemblées générales de quartier où toute participation donne accès à un droit de vote et donc à un pouvoir décisionnel.
- Développement et renforcement des dispositifs numériques de démocratie participative permettant aux citoyens de faire remonter des propositions et/ou de signaler des problèmes aux élus et de débattre librement sur les thématiques de la ville.
- Fixer le salaire des élu.e.s au niveau du salaire moyen de la population (maire compris).
- Interdiction du cumul des mandats.
- Mise en place de la proportionnelle intégrale pour toutes les élections, qu'elles soient locales ou nationales.

Défense et gratuité des services publics

- Lutte contre les politiques d'austérité.
- Lutte contre la précarité chez les salarié.e.s de la municipalité et titularisation des vacataires.
- Arrêt du financement public et de la délégation de missions de services publics au privé.

- Service de ramassage et de traitement des déchets 100% public.
- Renforcement du service public municipal de la petite enfance
- Développement des crèches : autant de places que de besoins
- Renforcement du Service public municipal 3ème et 4ème âges (EPHAD).
- Maintien des bureaux de poste et des autres services publics de proximité.
- La gratuité de l'eau pour les 50 premiers mètres cubes pour toute la population.
- Transports en commun gratuits pour la population tous les jours de l'année.
- Mise en place d'une régie des transports publics garantissant un certain niveau de desserte et l'augmentation de la fréquence pour lutter contre le « tout voiture ».

Accès universel à une éducation de qualité

- Limitation à 20 élèves par classe.
- Mise aux normes d'accessibilité de toutes les écoles.
- Formation des enseignant.e.s et personnels périscolaires aux luttes contre toutes les formes de discriminations (de genre, sociales, raciales...).
- Mise en place d'une campagne contre le harcèlement scolaire qui touche environ 12% des élèves à l'école primaire et 10% au collège.
- Repas gratuits en favorisant au maximum le bio et le local dans les cantines de la ville.
- Promouvoir la recherche à travers la mise en place de bourses et programmes de financement portés par la ville

(démocratie participative, écologie, discriminations et fractures sociales, gestion des déchets...).

Droit au logement et habitat

- Objectif zéro SDF.
- Construction d'appartements plus grands avec des loyers modestes.
- Réhabilitation des logements existants pour faire baisser les charges pour les locataires et soulager l'environnement (privilégier le chauffage et l'isolation en refusant la pression du « tout-électrique »).
- Les locataires des immeubles promis à la destruction doivent être relogés dans le même quartier, s'ils le souhaitent, avec des loyers et des conditions de logements au moins équivalents.
- Les habitant.e.s doivent être consulté.e.s par referendum sur les projets de transformation des quartiers (destruction/reconstruction d'immeubles, nouveaux équipements).

Protection de l'environnement et biodiversité

- Aller vers une agriculture 100% paysanne et biologique et sans pesticides, encourager le circuit court.
- Verdissement de la ville : arbres, buissons, haies, plantes grimpantes, fleurs, pour lutter contre la pollution de l'air, pour le refroidissement de la ville en été, pour le développement de la faune et de la flore.
- Arrêt des grands projets métropolitains et de gentrification qui sacrifient les habitants (souvent appartenant aux classes populaires).
- Refus de la concurrence territoriale.
- Limiter la pollution publicitaire lumineuse.

Lutte contre les violences de genre

- Augmentation des lieux d'accueil d'urgence pour les femmes victimes de violences : échange et écoute, hébergement avec ou sans enfants, suivi psychologique et médical, aide juridique, aide pour la réinsertion si besoin.
- Les femmes victimes de violences qui portent plaintes doivent être entendues et accompagnées par un service spécialisé sur ce sujet.
- Localement comme nationalement : lutte contre le bizutage à l'université et dans les centres de formation.
- Mise en place de campagnes d'affichage pour sensibiliser la population sur : l'inégalité des salaires homme-femme, le consentement, le manspreading, mansplaining etc.
- Développement des formations sur le consentement et les violences sexistes en direction des agents de Lille et de la MEL et de la population.

Une sécurité au service de la population

- Dissolution de la Police Municipale au profit de personnels de médiation pouvant accompagner les habitants vulnérables.
- Démantèlement de la vidéosurveillance.
- Soutien aux victimes de violences policières, de contrôles aux faciès, en particulier dans les quartiers populaires.
- Soutien à la lutte des proches de Selom et Matisse pour obtenir la la vérité et la justice.
- Fermeture du bar La Citadelle.

Suivez la campagne sur nos réseaux

www.twitter.com/npalille

www.facebook.com/npalille

 $\underline{https://www.facebook.com/Resistancepop59/}$